

Statement

Discours

Department of  
External  
Affairs



Ministère des  
Affaires  
extérieures

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

REMARQUES

DU TRÈS HONORABLE JOE CLARK,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
DEVANT LE CORPS DIPLOMATIQUE

OTTAWA

Le 28 avril 1989

Secretary of State  
for  
External Affairs

Secrétaire d'État  
aux  
Affaires extérieures

Canada

Mesdames et Messieurs, bonjour. Je vous remercie d'assister à cette séance d'information, malgré un préavis si court. Ma collègue, Mme Landry, les fonctionnaires ici présents et moi-même ferons de notre mieux pour vous fournir les renseignements qui vous seront le plus utiles, à vous ainsi qu'à vos gouvernements.

Nous vous avons conviés ici aujourd'hui parce que nous, du gouvernement, considérons ce budget comme l'un des plus importants pour l'avenir du Canada. Il ne s'agit pas seulement de notre bien-être national, mais aussi de notre capacité de jouer le rôle que nous désirons jouer sur l'échiquier international.

Vous savez déjà que le gouvernement s'inquiète de l'ampleur croissante de la dette publique et des coûts astronomiques que représentent les intérêts de cette dette. Si nous n'arrivons pas à maîtriser ce problème, tous les Canadiens en souffriront - en raison d'une économie plus faible, de taux d'intérêts plus élevés, d'une diminution des emplois et de l'érosion des programmes auxquels nous tenons.

Sur le plan international, le problème du déficit nous empêche de contribuer autant que nous le voudrions à la croissance et à la stabilité de l'économie mondiale, à la réduction des déséquilibres économiques et au contrôle de l'inflation. À la réunion du Comité intérimaire du FMI tenue tout récemment à Washington, nous avons fait part à nos partenaires internationaux de notre détermination à relever cet important défi.

Vous connaissez les chiffres dont a fait état M. Wilson, et donc l'ampleur du problème. Mais je voudrais relever ici certains des facteurs clés qui y ont contribué. Lorsque notre gouvernement est entré en fonctions, le déficit fédéral était énorme, de nature structurelle et en expansion.

Après vingt ans d'emprunts gouvernementaux, notre dette nationale se chiffre maintenant à 320 milliards de dollars. Plus la dette s'alourdissait, plus les paiements d'intérêts augmentaient. Aujourd'hui, 35 cents de chaque dollar perçu par le gouvernement vont au service de cette dette.

À l'évidence, il nous fallait abandonner cette voie. Avec le temps, le fardeau de la dette aurait fini par absorber une partie toujours plus grande des recettes du gouvernement et par nous forcer à éliminer d'autres programmes nécessaires.

Depuis qu'il est au pouvoir, notre gouvernement prend très au sérieux l'amplification du problème de la dette. Nous sommes parvenus, avec beaucoup de succès, à exercer un contrôle serré sur les dépenses au titre des programmes.

L'an dernier, nous avons réussi à ramener de 24 % à moins de 10 % le taux de croissance annuel de la dette. Les mesures fiscales que nous avons prises, jumelées à des politiques économiques constructives, ont résulté en une économie plus forte, plus dynamique.

Cependant, la dette actuelle du Canada, qui est importante et ne cesse de croître, a rendu le pays vulnérable à une hausse des taux d'intérêt, et ce risque est aujourd'hui devenu une réalité. Nous avons assisté à une hausse notable des taux d'intérêt à l'échelle mondiale, alimentée par la crainte d'une résurgence des pressions inflationnistes, et le Canada n'a pas échappé à ce phénomène.

La réduction des déficits financiers, particulièrement en Amérique du Nord, est un élément clé lorsqu'il s'agit de diminuer les risques d'inflation et d'alléger les pressions sur les taux d'intérêt. Un déficit moins élevé nous aidera à réduire les pressions inflationnistes et accordera à la politique monétaire davantage de latitude pour abaisser les taux d'intérêt. Par ailleurs, des taux plus faibles réduiront les frais de la dette du gouvernement, ce qui aura pour effet de diminuer encore le déficit. C'est là la voie que le gouvernement du Canada a choisi de suivre, à défaut de quoi nous devrions vivre avec un taux d'inflation plus élevé, des taux d'intérêt à la hausse, un service de la dette plus important et un déficit encore plus lourd.

Le Canada est déterminé à s'adapter, afin de fonder sa croissance sur des bases plus fermes. Je sais que nombre des gouvernements que vous représentez ont eu à prendre ces dernières années des décisions difficiles sur le plan économique, souvent au prix de sacrifices réels et immédiats au niveau des programmes.

Nous sommes convaincus qu'en prenant les mesures énoncées dans le budget du gouvernement nous jetons les fondations d'un Canada plus fort, nous garantissons son avenir.

Par la même occasion, nous contribuons à l'assainissement de l'économie mondiale. Outre les avantages qui en découleront pour leurs propres citoyens, le Canada et les autres pays industrialisés considèrent cet objectif comme leur première responsabilité à l'égard des pays en développement. Ceux-ci ne sauraient évoluer et progresser sans une croissance soutenue et non inflationniste de l'économie mondiale. Les pays industrialisés tout comme les pays en développement ont affirmé ce principe plus tôt ce mois-ci à Washington.

Les ajustements fiscaux auxquels nous devons procéder imposent des choix difficiles. Par exemple, les dépenses dans le domaine de la défense constituent un secteur important lié à notre rôle sur le plan international.

Il y aura des réductions dans ce secteur, tout comme dans d'autres programmes. Vous savez déjà que le Canada n'achètera pas de sous-marins à propulsion nucléaire; nous examinerons plutôt des solutions de rechange pour moderniser notre marine.

Le gouvernement annulera également un certain nombre d'autres projets dans le domaine de la défense; il renoncera notamment à faire l'acquisition de nouveaux avions de patrouille à long rayon d'action et d'autres CF-18. Le projet concernant le char de combat sera par ailleurs mis en veilleuse.

Les Forces canadiennes demeureront en Europe, mais à leur niveau actuel. En effet, nous ne poursuivrons pas pour l'instant notre programme de renforcement des effectifs que nous y maintenons.

Par ailleurs, nous ferons en sorte de disposer des ressources voulues pour participer, s'il nous en est fait la demande et si nous le jugeons approprié, à des missions de maintien de la paix, à quelque moment que ce soit et où que le besoin s'en fasse sentir.

Le renforcement des moyens militaires du Canada devra s'effectuer plus lentement que nous ne l'espérons. Mais notre politique de défense repose toujours sur les principes énoncés dans le Livre blanc, et nous restons déterminés à améliorer sur le long terme le taux de croissance réelle de nos dépenses militaires.

Comme vous l'expliquera plus en détail ma collègue, Mme Landry, ministre des Relations extérieures et du Développement international, la réduction de notre déficit exige, bien à contrecœur, une réduction de notre programme d'aide au développement.

Comme le gouvernement a dû examiner tous les programmes, il y aura des coupes dans notre budget d'APD. L'aide publique au développement est, parmi les programmes du gouvernement, celui qui a connu la croissance la plus dynamique, soit 7,4 % par an au cours des quatre dernières années.

Je tiens à assurer, tant aux pays en développement qu'aux pays donateurs, que le gouvernement reste résolu à offrir un programme d'aide au développement substantiel et de haute qualité. Nous avons à cœur de collaborer avec les pays en développement pour les aider à améliorer les conditions d'existence de leurs peuples.

Nous ne serons en mesure de rejoindre et d'aider plus efficacement les pays du tiers monde que si notre économie est saine et repose sur des bases solides.

En fait, malgré les réductions immédiates, notre budget d'aide continuera de croître, avec une augmentation de 10 % l'an prochain. Plus important encore, nous avons mis au point une formule qui le liera à la croissance de l'économie canadienne. Encore une fois, une économie nationale saine nous permettra d'améliorer notre contribution au développement international.

Nous resterons l'un des pays donateurs les plus généreux. Notre programme d'aide conservera sa très haute qualité et demeurera le reflet fidèle de la nouvelle stratégie d'aide que le gouvernement a publiée l'an dernier. Et, bien sûr, nous poursuivrons notre rôle dans le cadre du système onusien et des institutions de Bretton Woods, ainsi qu'au sein du Commonwealth et de la Francophonie.

C'est pourquoi je conclurai par trois messages, sur le budget en général, sur notre politique de défense et sur notre contribution au développement dans le monde. Premièrement, la volonté du gouvernement de s'attaquer au déficit est inébranlable, car cela nous permettra non seulement d'asseoir l'économie canadienne sur des bases plus fermes, mais aussi de contribuer à l'économie mondiale.

Deuxièmement, même si la mise en oeuvre de certains de nos projets de défense sera retardée, les fondements de notre politique n'ont pas changé, et nous prévoyons une croissance réelle du budget de la défense au cours des cinq prochaines années.

Enfin, troisièmement, nous demeurons fermes dans notre engagement envers le développement international. La réduction actuelle de nos objectifs quant au volume d'APD est temporaire. Nous restons résolus à reprendre dès l'an prochain la croissance de notre programme de haute qualité.